

Emploi des jeunes

«Le chômage n'atteindra pas un niveau explosif»

• Créer de l'emploi, un devoir de solidarité nationale

• L'Etat amené à ouvrir plus de postes dans le public

Sauf miracle économique, le Maroc ne pourra pas réaliser, dans les prochaines années, une croissance suffisamment élevée pour absorber les arrivées sur le marché du travail. L'an dernier, 135.000 nouveaux actifs se sont portés candidats à l'emploi. Or, seuls 86.000 postes ont été créés, dont 29.000 non rémunérés, soit le tiers. La part des personnes en âge de travailler est actuellement à son maximum historique. Ce qui accroît la pression sur le marché. Les jeunes sont ceux qui souffrent le plus de cette situation. Parmi les 15-24 ans, 27,5% ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en entreprise, et 26,5% sont au chômage. La part de ceux travaillant sans être rémunérés est de près de 40% chez les 15-29 ans. Malgré ce cadre noir, Youssef Courbage, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques de Paris, privilégie un scénario plutôt optimiste.



Youssef Courbage, directeur de recherche à l'Institut National d'Etudes Démographiques de Paris: «Avec moins de jeunes, et pas encore trop de vieux, il est possible d'avoir une augmentation du taux d'épargne nationale et de l'investissement... Toutefois, l'investissement est aujourd'hui assez mal orienté au Maroc» (Ph. L'Economiste)

- L'Economiste: Compte tenu de la situation économique et des évolutions démographiques du Maroc, à quels scénarios peut-on s'attendre pour le chômage des jeunes?

- Youssef Courbage: Je pense qu'il ne faut pas trop noircir le tableau. Je crois que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, et il y aura toujours

des accommodements. L'immigration internationale, même si elle est aujourd'hui en veilleuse, devrait reprendre. Les économies européennes et des pays du Golfe, qui sont les principaux clients de l'immigration marocaine, pourraient connaître une relance dans les prochaines années. La France, par exemple, s'attend cette année à un taux de croissance de 2%, ce qui était inimaginable

secteurs indispensables, comme l'enseignement et la santé. En définitive, il n'y aura pas de solution unique.

- Le taux ne devrait donc pas s'aggraver?

- Ces éléments laissent penser que l'on n'atteindra pas un taux explosif. Et puis, avec un chômage des jeunes de 26,5% nous sommes loin des niveaux enregistrés dans certains pays, comme l'Italie, où il est de près de 33%. D'autant plus que la part des jeunes dans la population globale tend à reculer d'année en année. Les comportements démographiques, notamment la natalité, sont à la baisse. Avec moins de jeunes, et pas encore trop de vieux, il est possible d'avoir une augmentation du taux d'épargne nationale et de l'investissement. Toutefois, l'investissement est aujourd'hui assez mal orienté au Maroc. Théoriquement, le pays aurait dû privilégier des activités créatrices d'emplois, car le travail est relativement peu coûteux par rapport au capital.

- Vous appelez à une solidarité nationale pour l'emploi. Dans quel sens?

- Au moment de la crise de 1929, Keynes a proposé une solution que tous les économistes de l'époque avaient trouvée stupide. Il a recommandé de donner du travail aux chômeurs, même des postes avec peu de

«Je ne suis pas prophète»

• Printemps arabe, une histoire de démographie, aussi

• Jeunes ni en emploi, ni en formation, ni à l'école: une menace pour tout le monde!

QUAND vous lui demandez de vous faire part de ses projections, Youssef Courbage se plaît à vous répondre: «D'abord, je ne suis pas prophète». Une manière de vous faire comprendre que la démographie n'est pas une science exacte.

Economiste de formation au Liban, Courbage s'est spécialisé en démographie et urbanisme à Paris. Il est actuellement directeur de recherche à l'Institut national des études démographiques (INED). Courbage est auteur de plusieurs centaines de publications, articles et ouvrages.

Expert auprès d'organismes internationaux, il est spécialisé dans le monde arabe, dont le Maroc, sur lequel il a beaucoup travaillé. Le démographe fait partie de ceux qui ont relevé le rôle de la démographie dans les printemps arabes. Pour lui, les révoltes, ce n'est pas qu'une histoire de chômage,

de précarité ou de dysfonctionnements politiques. Il s'agit également de la conséquence de la transition démographique, qui a commencé il y a près d'une cinquantaine d'années. La baisse de la natalité et l'accès croissant à l'enseignement a bouleversé la structure de la famille arabe traditionnelle. L'autorité des pères analphabètes est contestée par les fils, celle des frères est remise en question par les sœurs, et l'ensemble de la population tend à se soulever contre l'ordre établi. La hausse de la part des jeunes éduqués, la tranche «la moins calme» et la plus à même d'adhérer à différentes idéologies, y a aussi participé. «Les activistes islamistes recrutent parmi les plus éduqués», fait remarquer le démographe.

Dans la région, la jeunesse est à la fois une chance et un fardeau. La part de ceux ni à l'école, ni en stage, ni en emploi atteint des niveaux préoccupants (27,5% des 15-24 ans au Maroc). Pour Courbage, ces jeunes représentent un danger, pour eux-mêmes et pour la stabilité du pays. Sans pétrodollars ou rente gazière permettant de créer des emplois «bidon», il est de la responsabilité de l'Etat et du privé de leur assurer une inclusion économique. □

A.Na

Se décomplexer par rapport à l'informel!

«LE développement économique, au Maroc ou ailleurs, ne sera pas un long fleuve tranquille. Il faudra accepter de passer par des réalités qui dérangent», pense Youssef Courbage. Par conséquent, il faudra tolérer l'informel, considéré comme «une solution de survie», qui existe partout, même en Europe occidentale. «Evidemment, c'est mieux de disposer d'une économie lisse où tout tourne parfaitement et où les travailleurs sont protégés. Mais une personne sans rien peut facilement se transformer en receleur de drogue ou se faire recruter par Daech!», estime-t-il. Au lendemain du printemps arabe, certains observateurs avaient, d'ailleurs, avancé que le Maroc s'en était sorti, entre autres, grâce à la politique du «laisser-faire» en matière d'informel. □



(Ph. Bziouat)

il y a peu de temps. Cela représente des opportunités de travail à saisir. L'Espagne, pour sa part, est déjà en train de recruter des travailleuses marocaines pour la cueillette des fraises.

Je n'aime pas l'expression de traitement social du chômage, mais je pense que l'Etat devrait créer un peu plus d'emplois qu'il ne peut le faire aujourd'hui. Surtout dans des

productivité et de valeur ajoutée, genre creuser des trous pour ensuite les reboucher, et de faire fonctionner la planche à billets. En recevant des salaires, cette population peut consommer et relancer ainsi l'économie. N'est-ce pas un devoir national que de créer des emplois pour dégonfler le chômage?

Propos recueillis par Ahlam NAZIH



Emploi des jeunes

Pas de miracle démographique, la croissance d'abord!



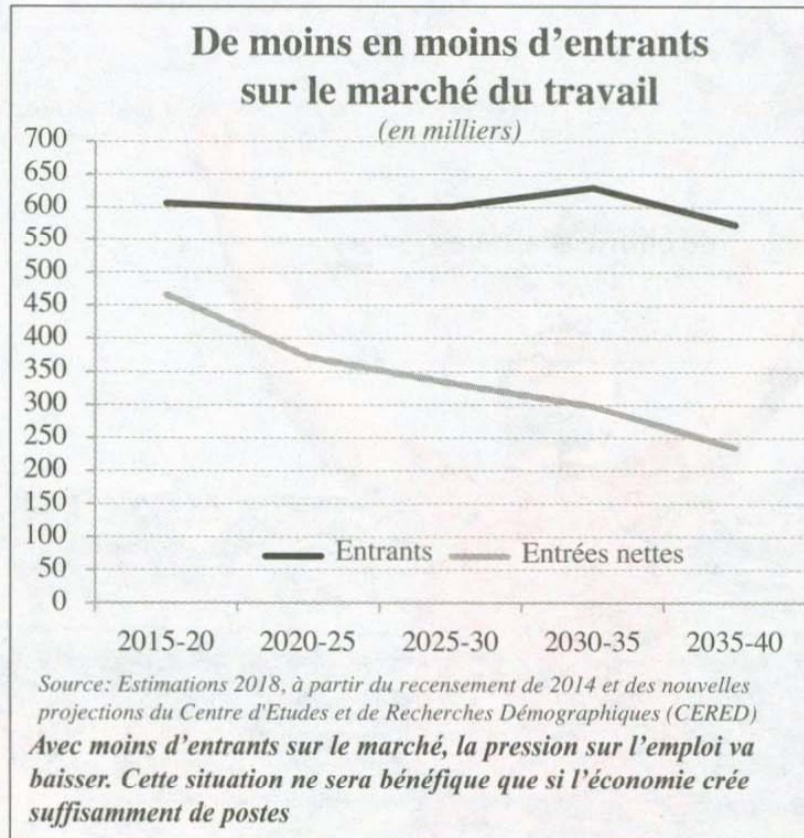
• Même si la part des jeunes diminue, leur taux de chômage augmente

• Courbage: Le privé appelé à faire preuve de courage

CES dernières décennies, le Maroc a connu deux «bonus» démographiques. D'une part, une population en âge de travailler qui n'a cessé de grossir pour atteindre son pic historique en 2018 (65%). Et de l'autre, une baisse tendancielle de la part des jeunes, et donc moins d'enfants à charge, plus d'épargne et moins de pression sur l'emploi.

A l'instar d'autres pays arabes, le Maroc a vécu une transition démographique accélérée, avec une chute spectaculaire du taux de natalité: 2,2 enfants par femme, contre 7,4 il y a à peine quelques décennies.

Néanmoins, le pays ne semble pas tirer profit de ces bonus. La part des actifs est en



recul permanent. De 54,5% en 1999, nous sommes passés à un taux d'activité de 46,7% en 2017. Chez les 15-24 ans, le taux n'est

nière à Casablanca, lors d'une conférence organisée par les alumni de Sciences Po Paris. La croissance économique, en dents

que de 28,2%. Il s'agit d'une perte énorme en capital humain. Et même si le chômage s'est sensiblement atténué dans les années 2000, il est reparti à la hausse. Du côté des 15-24 ans, il se situe aujourd'hui à environ 26,5%. «La démographie ne crée pas toujours de miracle. Il faut en parallèle mettre en place des conditions socioéconomiques adéquates», relève le démographe Youssef Courbage. Il intervenait la semaine der-

de scie (1,2% en 2016, contre 4,1 en 2015), reste trop faible pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché. Par ailleurs, la qualité des emplois créés laisse à désirer. Près de 90% des jeunes travailleurs (15-24 ans) exercent sans contrat, et environ quatre sur dix (25-29 ans) ne sont pas rémunérés.

Malgré cette situation, Courbage reste optimiste. Du fait du repli du taux d'activité, et du prolongement de la scolarité, les entrées nettes sur le marché continueront de chuter. «Dans ces conditions le scénario de la baisse du chômage paraît logique. A condition de prendre des mesures en faveur de l'emploi», souligne le démographe. Courbage recommande notamment la réorientation des investissements vers des activités génératrices d'emploi. Pour lui, le TGV, ou encore, les aéroports accueillant 4 ou 5 avions, ne sont pas de bons exemples d'investissements publics créateurs de postes en masse. Il insiste également sur la responsabilité du secteur privé, qui doit «faire preuve de courage» en ouvrant ses portes à plus de travailleurs. □

Ahlam NAZIH & Omar KETTANI